

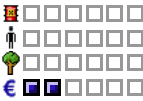
Résultats de recherche d'accidents sur www.aria.developpement-durable.gouv.fr

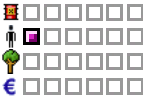
La base de données ARIA, exploitée par le ministère du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992. Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des événements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs. Malgré tout le soin apporté à la réalisation de cette synthèse, il est possible que quelques inexactitudes persistent dans les éléments présentés. Merci au lecteur de bien vouloir signaler toute anomalie éventuelle avec mention des sources d'information à l'adresse suivante :

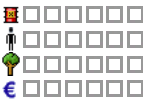
BARPI – DREAL RHONE ALPES 69509 CEDEX 03 / Mel : srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr

Liste de(s) critère(s) de la recherche


- Date et Lieu : Du 01/01/2012 au 31/12/2012 PAS-DE-CALAIS
- Type d'événement : Installations Classées - Accidents / Incidents concernant une installation classée ou susceptible de l'être


 **N°43131 - 07/12/2012 - FRANCE - 62 - BONNINGUES-LES-ARDRES**
A01.50 - Culture et élevage associés
 Un feu se déclare à 15h30 dans un bâtiment agricole de 2 400 m² abritant 800 balles de foin. Les bovins sont évacués de l'étable attenante que les pompiers protègent contre la propagation des flammes. La fragilisation de la structure métallique du bâtiment empêche les pompiers d'y pénétrer ; le bâtiment est totalement détruit.


 **N°43121 - 04/12/2012 - FRANCE - 62 - SAINT-LAURENT-BLANGY**
C20.60 - Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques
 Des huiles résiduelles ou des hydrocarbures prennent feu lors de travaux de tronçonnage au sous-sol d'une usine de fibres textiles synthétiques en cours de démantèlement. Les fumées incommodes 2 employés, leurs collègues évacuent. La police établit un périmètre de sécurité. Les pompiers éteignent le sinistre. Au cours de l'intervention, l'un d'entre eux se blesse légèrement en chutant. Le dispositif est levé à 17h45.


 **N°43047 - 18/11/2012 - FRANCE - 62 - WANCOURT**
G45.11 - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
 Un feu se déclare peu après minuit dans une casse automobile et provoque l'émission d'une importante fumée. Les pompiers éteignent le sinistre vers 3 h et quittent le site à 5 h. Le feu a détruit 65 voitures en attente de démontage et 1 poids lourd. Les forces de l'ordre effectuent une enquête ; aucune trace d'effraction n'est relevée. L'exploitant évoque dans la presse la possibilité d'un court-circuit sur une batterie. L'entreprise avait entièrement brûlé lors d'un sinistre d'origine accidentelle en décembre 2007 (ARIA 34393).

 **N°42792 - 23/09/2012 - FRANCE - 62 - LE PORTEL**
C10.20 - Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques
 Un feu se déclare vers 9h10 dans une trémie récupérant des poussières de farines de poissons et de viandes dans une usine d'aliments pour animaux. Les 5 employés sont évacués. Les pompiers refroidissent la capacité. Il n'y a pas de chômage technique.

 **N°42764 - 14/09/2012 - FRANCE - 62 - BILLY-BERCLAU**
E38.32 - Récupération de déchets triés
 Un feu se déclare vers 14h15 dans un conteneur de bidons en matières plastiques vides, stocké à l'extérieur d'un centre de recyclage d'emballages industriels. Les flammes se propagent au bâtiment et une importante colonne de fumée noire se dégage. Les pompiers, intervenant avec 55 hommes et plusieurs engins, évacuent les 32 employés et éteignent l'incendie vers 20h30 avec 7 lances. Une société spécialisée traite une fuite au goutte à goutte se déversant vers le milieu naturel, au niveau du bassin de rétention. Le bilan fait état de 2 500 m² de bâtiments endommagés et de 5 semi-remorques ainsi que de 1 000 conteneurs d'1 m³ vides détruits. Aucune mesure de chômage technique n'est prévue.

 **N°42625 - 21/08/2012 - FRANCE - 62 - AIRE-SUR-LA-LYS**
C11.06 - Fabrication de malt
 Un écoulement sur un robinet dans une malterie entraîne le débordement d'un bassin de traitement et le rejet d'une substance entrant dans la composition de la levure dans un bras mort de la LYS canalisée. Une mortalité aquatique est relevée. Les pompiers se sont rendus sur place.

 **N°42339 - 24/06/2012 - FRANCE - 62 - HARNES**
E38.32 - Récupération de déchets triés
 Effectuant une ronde dans une zone industrielle, des policiers repèrent vers 5h50 des fumées au-dessus d'un bâtiment de stockage utilisé par un centre de tri de déchets industriels banals (DIB) de 5 000 m² contenant 3 000 t de déchets plastiques et résidus de recyclage. Les secours interviennent avec 36 hommes et 4 engins ; 5 lances à eau dont 1 sur échelle sont déployées. L'incendie est circonscrit à 8h10. Les eaux d'extinction sont recueillies dans une rétention, les engins de chantier du centre sont utilisés pour le déblaiement des lieux. L'intervention des secours s'achève à 22h10. Aucune mesure de chômage partiel n'est envisagée.

 **N°42252 - 06/06/2012 - FRANCE - 62 - HARNES**
C10.31 - Transformation et conservation de pommes de terre
 Un feu se déclare dans le local informatique d'une usine de transformation de pommes de terre à 5h55. Le feu est éteint avant l'arrivée des pompiers grâce au déclenchement du réseau sprinkler de l'usine. Les eaux d'extinction ont provoqué de nombreux dégâts, 2 ateliers de production sont mis à l'arrêt et le personnel est en chômage technique le temps des réparations.

-  **N°42195 - 23/05/2012 - FRANCE - 62 - HERLY**
A01.42 - Élevage d'autres bovins et de buffles
 Un feu se déclare à 16h20 dans un bâtiment agricole de stockage de matériel et de fourrage de 700 m². Les pompiers protègent une cuve de gaz et la maison attenante et éteignent les flammes à 18 h. Les 120 veaux périssent et sont envoyés à l'équarrissage. La charpente, le fourrage ainsi que 3 tracteurs et une tonne à lisier sont détruits. La gendarmerie enquête sur le sinistre dont l'origine serait accidentelle, le feu ayant pris dans un local technique.
-  **N°42171 - 18/05/2012 - FRANCE - 62 - WIDEHEM**
A01.11 - Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses
 Un homme âgé atteint de la maladie d'Alzheimer tombe vers 11h30 dans la réserve incendie de 2 m de profondeur d'une exploitation agricole voisine. Son fils, qui ne sait pas nager, plonge pour le secourir. Malgré l'intervention de proches et des secours, les 2 hommes périssent noyés. La police effectue une enquête. La réserve incendie de la ferme avait été créée conformément à la réglementation.
-  **N°42172 - 18/05/2012 - FRANCE - 62 - HULLUCH**
A01.45 - Élevage d'ovins et de caprins
 Un feu se déclare vers 17 h dans un bâtiment agricole abritant 50 t de paille et 250 kg d'engrais. La fumée est visible à plusieurs kilomètres. Les pompiers déploient 3 lances à eau dont 1 sur échelle et sortent la paille pour l'arroser. L'intervention s'achève à 4h30. Deux personnes incommodées par les fumées sont hospitalisées.
-  **N°42014 - 08/04/2012 - FRANCE - 62 - HERLIN-LE-SEC**
A01.49 - Élevage d'autres animaux
 Un feu se déclare vers 4 h dans un élevage canin de 250 m² abritant 400 animaux et une maternité. Les pompiers éteignent l'incendie vers 6h50 avec 3 lances puis déblaient les lieux. Le bâtiment est détruit et 200 animaux dont de nombreux chiots sont tués.
-  **N°41957 - 02/04/2012 - FRANCE - 62 - DOUVRIIN**
C25.50 - Forge, emboutissage, estampage ; métallurgie des poudres
 Un feu très fumigène se déclare vers 21h30 sur une machine de lavage industriel dans une usine de travail des métaux. Le personnel éteint l'incendie avant l'arrivée des pompiers. Parmi les 9 employés évacués, 4 ayant inhalé des fumées sont examinés par le service médical des secours, sans conséquence.
-  **N°41930 - 27/03/2012 - FRANCE - 62 - MONCHY-LE-PREUX**
C10.85 - Fabrication de plats préparés
 Les pompiers interviennent à 9 h dans une usine de plats préparés pour une fuite de soude. Durant la nuit, une cuve de 1 000 l de soude fuit et le produit endommage un pied du rack sur lequel sont entreposés 11 fûts de 1 000 l de soude et d'acide destinés au nettoyage des cuves et divers secteurs du site. L'exploitant empêche l'accès à la zone concernée. Des pompiers spécialisés en risques technologiques (URT) et d'autres dans les interventions en hauteur (GRIMP) sécurisent l'étagère de stockage pour permettre l'enlèvement des capacités. L'intervention prend fin en début d'après-midi.
-  **N°41924 - 25/03/2012 - FRANCE - 62 - SAINT-LAURENT-BLANGY**
A01.50 - Culture et élevage associés
 Peu avant minuit, un feu se déclare dans un hangar agricole de 1 200 m² abritant 50 vaches, 1 000 ballots de paille et 400 de foin, du bois, ainsi qu'une remorque, un quad et du matériel agricole (compresseur, transpalettes). Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 3 lances après 1h30 d'intervention. Le bâtiment est détruit, 3 vaches et des poules meurent dans l'incendie et 3 000 l de lait sont impropres à la consommation en raison d'une coupure de réfrigération pendant l'incendie. Le local abritant les produits phytosanitaires n'est pas touché par le feu. La presse évoque la piste criminelle, 2 individus ayant été aperçus fuyant les lieux du sinistre.
-  **N°41864 - 07/03/2012 - FRANCE - 62 - AIRE-SUR-LA-LYS**
G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
 Dans une usine d'aliments pour bétails, un bourrage de la vis sans fin d'une presse alimentée par un silo contenant 1 t de grains entraîne une surchauffe mécanique et un incendie. Alertés à 0h50, les pompiers éteignent le sinistre en 1 h à l'aide d'une lance. Ils vidangent la capacité et contrôlent l'extinction avec une caméra thermique puis quittent les lieux vers 4h30. Aucun employé n'est placé en chômage technique.

**N°41671 - 23/01/2012 - FRANCE - 62 - HARNES***C10.31 - Transformation et conservation de pommes de terre*

Une fuite se produit sur un digesteur de co-produits d'une usine de frites surgelées et de flocons de pomme de terre. Les co-produits méthanisés dans le digesteur sont constitués pour 53 % d'amidon gris (mélange d'amidon cuit et de matières organiques non solubles provenant de la décantation des eaux de process), 30 % de pelures de pommes de terre, 8 % de déchets de purée, 9 % de déchets de frites et 0,2 % de graisse provenant du nettoyage des friteuses. Le biogaz généré est utilisé comme combustible dans les chaudières du site. Ce digesteur de 7 000 m³, de forme cylindrique, mesure 20 m de haut pour un diamètre de 21,5 m. Son calorifugeage maintient le digestat à une température optimum pour la production de méthane.

Le 18/01, l'exploitant constate une fuite de 2 m³/h sur le digesteur à 16 m de haut. Le digestat, qui coule le long de la paroi, se déverse dans l'égout le plus proche orientant l'effluent dans la station d'épuration où il est traité. La hauteur de liquide dans le digesteur est de 18 m, la partie supérieure constituant le ciel gazeux contenant le méthane. L'exploitant arrête l'alimentation du digesteur en co-produits, met en place une nouvelle filière d'élimination de ces derniers (300 t/j) et baisse le niveau de liquide vers 15 m par soutirage du digestat, stoppant ainsi la fuite. Au moyen d'une nacelle, il retire le calorifuge au niveau de la fuite et découvre une fissure dans la tôle métallique du digesteur. Le sol n'étant pas étanche entre celui-ci et le caniveau, du digestat se répand sur la zone de schiste non imperméabilisée.

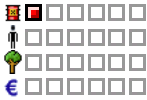
L'inspection des installations classées (IIC) demande à l'exploitant de fournir un rapport d'incident détaillé, de proposer une solution pour récupérer les égouttures et de justifier le bon état du digesteur.

Après vidange et inertage de ce dernier, l'exploitant retire la partie supérieure également appelée toit ainsi qu'une série de tôles suivant une verticale. La partie intérieure des tôles présente une corrosion généralisée. Le digesteur a été construit avec des tôles d'épaisseurs différentes : 12 mm en point bas, plus que de 3 mm au point haut avec des épaisseurs de 10, 8, 6, 5 et 4 mm pour les tôles intermédiaires ; 13 mesures d'épaisseur sur 2 verticales différentes sont réalisées. Ces 26 mesures montrent que la perte d'épaisseur est en moyenne de 2,6 mm et permettent de comprendre pourquoi la fuite s'est produite en partie haute.

Au vu de l'aspect anormal de cette usure prématurée, l'exploitant émet l'hypothèse de la présence de bactéries sulfato-réductrices qui auraient corrodé les tôles en acier et commande une expertise technique pour mieux comprendre les raisons qui auraient conduit à l'apparition et au développement de cette corrosion. L'IIC demande à l'exploitant de lui faire parvenir les conclusions de l'expertise.

**N°41660 - 07/01/2012 - FRANCE - 62 - NOEUX-LES-MINES***C22.29 - Fabrication d'autres articles en matières plastiques*

Dans une usine de plasturgie (pièces automobiles en polyéthylène, polypropylène et polystyrène), un feu sur une remorque routière à l'arrêt et transportant des cartons se propage au bardage du bâtiment de stockage de 4 800 m², puis aux palettes qu'il abrite. Le réseau sprinkleur se déclenche. Un passant donne l'alerte vers 19 h. Les pompiers éteignent le foyer principal avec 3 lances à eau vers 21h30, puis découpent le bardage pour atteindre et éteindre les foyers résiduels avant de ventiler le bâtiment. Le stock de billes de plastique est intact, l'activité du site ne sera pas perturbée.

**N°41670 - 05/01/2012 - FRANCE - 62 - LESTREM****C10.62 - Fabrication de produits amyliacés**

Dans une usine de produits dérivés de l'amidon, 2 explosions de poussières d'amidon se produisent à 13h47 dans l'atelier multi-produits du site fabriquant des amidons modifiés sur-séchés. L'atelier est partiellement arrêté en vue de l'intervention d'un prestataire extérieur. Les opérateurs mettent en sécurité le bâtiment par arrêt coup de poing électrique, arrêt coup de point injection vapeur et inertage à l'azote des sècheurs et cuiseurs. Une dizaine de personnes est évacuée du bâtiment. Parallèlement, les secours internes éteignent l'incendie qui suit les explosions. Les secours externes ne sont pas alertés.

Un prestataire extérieur soudait un manchon sur une tuyauterie quand les explosions ont eu lieu. Selon l'exploitant, lors de la rédaction du permis de feu, le circuit en maintenance était à l'arrêt, les 2 vannes de liaison vers l'ensachage et l'élévateur fermées. L'agent de maîtrise concerné aurait demandé au prestataire d'aller compléter le permis d'intervention en salle de contrôle, consigne qui n'aurait pas été respectée avant l'opération de soudage. En fonctionnement normal, la vanne alimentant l'élévateur se serait ouverte et des particules de soudure auraient transité dans la tuyauterie alimentant l'élévateur et initié le départ de feu au pied de ce dernier, l'incendie se propageant ensuite par le réseau de tuyauteries vers le tamis rectangulaire, la benne de refus des tamis puis, par effet de dépression, vers le tamis circulaire siège des explosions. Toujours selon l'exploitant, l'atelier étant maintenu propre, il n'y a pas eu d'explosion secondaire dans le bâtiment.

Seuls des dommages matériels sont à déplorer ; une partie du bardage soufflée par l'explosion est remis en place, ainsi que les trappes d'explosion, les grilles de tamis sont remplacées et les installations nettoyées. L'arrêt des installations et la présence de trappe ou capot sur certains équipements (trémie de réincorporation, tamis sortie humidificateur) ont atténué les conséquences des explosions.

L'inspection des installations classées constate 5 jours plus tard :

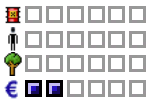
- En matière d'organisation des interventions et pour les travaux par points chauds notamment : des manquements graves dans la préparation et le déroulement de cette intervention après examen des documents d'intervention (permis d'intervention et de feu), la non consignation physique d'équipements essentiels (vanne d'alimentation de l'élévateur), ainsi que des échanges insuffisants entre le prestataire et les opérateurs.

- En matière de garantie d'intégrité des installations avant tout redémarrage : des parties des équipements de l'atelier ont subi les effets des explosions et de l'incendie. Même si les dommages semblent limités, l'exploitant doit vérifier que les installations affectées, dont celles dédiées à la sécurité, sont bien conformes ou remises en conformité avec leur état d'origine. L'exploitant doit fournir un dossier formalisant les garanties d'intégrité des équipements à l'inspection des IC avant redémarrage de l'atelier.

- Sur l'analyse de risque et le retour d'expérience : en fonctionnement normal, les conséquences des explosions auraient pu être plus graves compte tenu de la quantité importante d'amidon dans les circuits. Le risque électrostatique ou de surfaces chaudes liées à des dysfonctionnements d'équipements ne pouvant de plus être exclu, l'inspection demande une analyse de risques détaillée pour l'atelier.

- Pour le classement du zonage lié aux atmosphères explosives et conformité des équipements : le schéma des installations avec mention des zones liées aux atmosphères explosives remis à l'inspection révèle des incohérences alors que cette identification est primordiale pour assurer un bon niveau de sécurité des équipements installés dans les différentes zones. L'inspection des IC demande en conséquence à l'exploitant de réaliser une tierce expertise pour valider la conformité de la détermination de ces zones.

L'inspection des IC propose enfin au Préfet un arrêté de mesures d'urgence pour les 2 premiers points et un arrêté complémentaire pour les 2 derniers.

**N°41578 - 04/01/2012 - FRANCE - 62 - WIDEHEM****D35.11 - Production d'électricité**

Alors que le vent souffle en rafales à plus de 100 km/h, les 6 éoliennes d'un parc se mettent en arrêt de sécurité vers 20h50. Sur l'une d'elles, une pale se disloque, percute le mât puis une seconde pale. Des débris sont projetés à 160° jusqu'à 380 m sur 4,3 ha. Des usagers de l'A16 voisine signalent l'accident à l'aube. Sur place à 8h30, la force publique met en place un périmètre de sécurité. La vitesse sur l'autoroute est localement réduite à 90 km/h. La dépose des pales endommagées débute le 09/01. Les 5,4 t de déchets industriels banals, soit 35 m³, sont éliminées par la filière adaptée. Un arrêté préfectoral impose le maintien à l'arrêt des installations dans l'attente d'une réparation et d'essais confirmant leur sécurité. Les pertes matérielles sont estimées à 800 kEuros. Le manque à gagner se monte à 20 kEuros par semaine d'arrêt.

Juste avant l'accident, une perte d'alimentation sur le réseau 20 kV pendant 300 ms a provoqué l'indisponibilité prolongée du poste source alimentant le site. Cette coupure électrique a déclenché la mise en sécurité passive des éoliennes (ouverture des électrovannes commandant le circuit hydraulique de freinage). Selon l'exploitant, les violentes rafales instantanées (150 km/h) enregistrées le 3/01 ont pu endommager la pale en générant des efforts excédant les valeurs admissibles. Les fortes contraintes mécaniques lors de l'arrêt brutal de la rotation auraient alors déclenché sa dislocation. L'intrados de la pale se serait séparé de l'extrados avant de percuter le mât puis l'autre pale.

L'éolienne détruite était également la seule du parc dépourvue de dispositif de ralentissement aérodynamique en bout de pale actionné par la force centrifuge. Elle en sera désormais équipée. Ce système protège mécaniquement les pales en réduisant la vitesse de rotation avant l'activation du frein hydraulique. Suite à l'accident, la vitesse de bridage des éoliennes est par ailleurs temporairement abaissée de 25 à 19 m/s.

Ce modèle d'éolienne installé au début des années 2000 est impliqué dans au moins 2 autres accidents (ARIA 29385 et 38999).